

Algérie : Naissance d'un comité contre la torture

Un comité contre la torture voit le jour à Alger. Initié des journalistes, des avocats et des activistes, il vise à créer un front national contre la pratique de la torture et des autres mauvais traitements humiliants et dégradants.

''La répression du Hirak fait réapparaître au grand jour la réalité de la torture en Algérie. Les sévices physiques, psychologiques et sexuels subis par Walid Nekiche infligés par des services de sécurité après son arrestation le 26 novembre 2019 est un acte d'une extrême gravité qu'on ne peut pas laisser passer'', indique le comité dans un communiqué rendu public à l'issue d'une conférence de presse tenue à Alger.

Pour les rédacteurs du document, en révélant ces sévices, devant les magistrats, Walid Nekiche a brisé le mur de l'omerta. ''Il a été d'un courage exemplaire, qui fera date dans l'histoire des luttes en Algérie. Le choc est réel au sein de l'opinion publique, l'enquête préliminaire du parquet ne doit pas être un énième subterfuge pour calmer la colère et l'indignation nationale et internationale'', notent-ils.

Il faut que justice soit rendue sur ce qu'a subi Walid Nekiche pendant 6 jours à la « caserne Antar » et que ses tortionnaires soient identifiés et jugés, revendiquent les membres du comité. Ces derniers affirment que les conditions d'arrestation et d'incarcération des détenus d'opinion, rapportées par les avocat.e.s, confirment des cas de maltraitance, de violence et de torture dans différentes structures de police et services de sécurité ainsi que dans les prisons.

''Des cellules infamantes, des « déportations » de détenus par des mesures d'acharnement disciplinaires et répressives, des pressions psychologiques insupportables, voilà le lot des détenus d'opinion en Algérie depuis 2019'', fait savoir la même source.

''Nous sommes décidés à nous organiser en Comité contre la torture et les conditions carcérales inhumaines des détenus en Algérie'', indiquent-t-ils. Ils ajoutent : ''Nous voulons en finir avec la torture et l'impunité des tortionnaires protégés et enfouis dans les appareils d'Etat. Nous ferons tout pour libérer la parole des victimes, identifier les auteurs des tortures et mettre à la disposition de l'opinion publique faits et documents qui pourront éveiller les consciences et en finir avec la fabrique étatique de la torture, toutes formes confondues''.